

Notre économie, axée sur les ressources naturelles, repose également sur la technologie de pointe et sur la production industrielle, ce qui nous permet de mieux comprendre les préoccupations des pays en développement et de nos partenaires industrialisés.

Encouragé par l'appui du Groupe de travail nord-sud, le gouvernement a joué un rôle constructif dans le dialogue nord-sud, établissant des lignes directrices fondées sur les principes de l'humanitarisme et de l'avantage mutuel. Ces lignes directrices reconnaissent l'interdépendance, la nécessité d'harmoniser les politiques extérieures et intérieures qui ont une incidence sur les pays en développement, la nécessité de divers instruments de politique qui répondent aux besoins des pays en développement et la nécessité d'une meilleure intégration du Sud au système économique international.

Que les négociations globales soient lancées ou non, les discussions se poursuivront au sein de diverses instances internationales sur des questions comme l'énergie, les problèmes monétaires et financiers, le commerce, le développement industriel, l'alimentation et l'agriculture et l'aide au développement.

Energie

Les hausses de prix décrétées par l'OPEP ont encouragé les pays en développement à prendre une position plus marquée sur les questions qui les touchent, et qui ont aggravé leurs difficultés économiques s'ils ont dû importer du pétrole. La nécessité d'une moins grande dépendance à l'égard de ressources en hydrocarbures non renouvelables pour satisfaire les besoins énergétiques internationaux est maintenant largement reconnue.

Les projets énergétiques comptent déjà pour près de 25 % de l'aide bilatérale du Canada; et en août 1981, le Premier ministre Trudeau annonçait à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables de Nairobi que le Canada ferait de nouvelles contributions, y compris l'octroi de plus d'un milliard de dollars au titre d'une aide bilatérale en matière énergétique.

La création de Petro-Canada international pour aider les pays en développement à exploiter leurs propres ressources énergétiques, notamment en hydrocarbures, est à cet égard une initiative unique et pionnière.

Questions monétaires et financières

Certains pays en développement ont eu des difficultés de balance des paiements attribuables au renchérissement pétrolier, à la mévente de leur produits d'exportation et à de forts emprunts pour financer leur développement. Ce qui a fait qu'il leur a été difficile de payer leurs importations de denrées alimentaires, de pétrole et d'engrais et les a amenés à avancer des propositions globales et controversées visant des changements aux systèmes monétaire et financier internationaux.